

Impact de l'Augmentation des Prix du Pétrole sur l'Economie Mondiale

Sonia KORSO & Mohamed BENBOUZIANE

*Faculté des sciences économiques et de gestion, BECHAR

** Faculté des sciences économiques et de Gestion.

I. Introduction

Le thème de l'énergie et plus particulièrement celui du pétrole s'est imposé au cœur de l'actualité ces dernières années. Le débat s'est généralement centré autour du phénomène de la hausse des prix et de l'accélération de la croissance de la consommation du pétrole brut et de ses dérivés, que nous observons depuis quelques années. La fluidité de son approvisionnement concerne le monde entier. Ses Prix sont essentiels pour la facture énergétique et constituent un indice déterminant pour les investissements, les profits et le volume des activités d'autres secteurs stratégiques.

Le prix du pétrole est déterminé par les facteurs fondamentaux que sont l'offre et la demande sur les divers marchés. Cependant, la demande et surtout l'offre sont conditionnées par de nombreux paramètres aléatoires dans un marché où la concurrence est imparfaite.

L'offre du pétrole est largement déterminée par le comportement d'un nombre de plus en plus restreint de grands acteurs. L'expérience de ces dernières années nous montre, que pour analyser, interpréter et prévoir les développements du marché, l'analyse économique est nécessaire mais non suffisante, et les analystes intègrent à la fois les aspects géopolitique, technologique et climatique dans leurs études.

Notre travail se penche sur l'évaluation et l'interprétation de l'impact de la variation, en l'occurrence l'augmentation des prix du pétrole sur l'économie mondiale, et ce à partir du 2^o semestre de l'année 2003 jusqu'à nos jours (avril 2008). Il s'agit de déterminer en clair s'il s'agit d'un nouveau choc pétrolier, à travers notamment une comparaison de la situation actuelle avec celles prévalant lors des chocs historiques des années 1970 et plus récemment celui de 1990. Des description et interprétation de l'évolution des cours dans la période indiquée plus haut, s'imposent dans ce cas. Les aspects économique, géopolitique, technologique et climatique seront nos indicateurs de référence.

II. Evolution des Cours Pétroliers - Evaluation & Analyse

Tout récemment, le prix du baril de pétrole Brent a dépassé pour la première fois le seuil historique des 110 dollars, à 110,01 dollars, lundi 14 avril à Londres [1], marquant l'apogée d'une tendance résolument croissante, qui a pris son envol au lendemain de la 2^o guerre du Golfe - 2^o semestre 2003 -.

Les raisons de cette flambée des prix, qui a dépassé les prévisions les plus pessimistes, sont multiples, d'ordre technique, économique, géopolitique et climatique, énumérées ainsi [2] :

- Stocks de brut en baisse et insuffisance d'investissements dans les capacités de raffinage, notamment aux Etats-Unis.

- Croissance limitée de la Production non OPEP ¹ (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole).
- Politique de maîtrise des prix par l'OPEP.
- Dépréciation du Dollar.
- Transactions spéculatives sur les marchés à terme.
- Demande mondiale en forte croissance depuis fin 2002, principalement soutenue par les Etats-Unis, la Chine et d'autres pays en développement, émergents d'Asie du sud-est, d'Amérique Latine & d'Afrique).
- Tensions au Moyen-Orient, Nigeria, Venezuela et risque de guerre contre l'Iran.
- Ouragans majeurs dans le Golfe du Mexique, vagues de froid en Europe et aux Etats-Unis

Cette situation qui s'apparente à un nouveau choc pétrolier, n'est pas comparable à ceux historiques des années 1970 et à celui de 1990. A cet égard, une brève rétrospective des faits permettra une meilleure analyse de l'évolution actuelle des cours de l'or noir.

Dans les années 1970 la mainmise des grandes compagnies pétrolières sur la chaîne d'approvisionnement allant de la production à la distribution, prend fin. Les pays producteurs prennent le contrôle de l'amont pétrolier. Le prix du pétrole est fixé unilatéralement deux fois par an par l'OPEP (cela va durer jusqu'à fin 1985). C'est pourquoi lors du premier choc pétrolier d'octobre 1973, l'embargo des pays arabes exportateurs (membres de l'OPEP + Egypte + Syrie) sur les livraisons pétrolières aux états soutenant Israël - entraînant une chute de 7,8 % de la production mondiale - provoque une multiplication par quatre du cours en cinq mois (17 octobre 1973 - 18 mars 1974) qui passe de 2,59 \$ courants /b à 11,65 \$ courants /b soit +350%). En janvier 1975, les pays de l'OPEP s'entendent pour augmenter le prix du pétrole brut de 10%. Le deuxième choc intervenant durant la période 1979 - 1980 est non moins important: la révolution islamique en Iran ajoutée à la guerre Iran - Irak et le fait que l'Iran ait cessé toute exportation de pétrole - chute de 15,5% de l'offre mondiale - font plus que doubler le prix (de 14 \$ courants en 1978 à 35 dollars courants en 1981 soit +150%) [2] [3] [4] [5].

Comme conséquence et par crainte de pénurie de pétrole brut, les années 1980 sont témoins d'une fixation libre du prix au jour le jour (marchés spots). Les prix dépassent les prix officiels. En 1985 est instauré le principe de la marge fixe par baril (netback), responsable de l'effondrement des prix: contre-choc pétrolier de 1986 et ce malgré la réduction de près de moitié de la production des pays de l'OPEP. Pour assurer un approvisionnement régulier à des coûts acceptables, les pays consommateurs créent les marchés à terme organisés (forwards & futures) alors que la réduction de la consommation - engagée à la suite du premier choc pétrolier - se poursuit à travers des politiques d'économie d'énergie et de diversification (premier programme électro-

¹ Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEC en anglais), organisation intergouvernementale permanente, créée à Bagdad en septembre 1960, par l'Iran, l'Irak, le Koweït, l'Arabie Saoudite et le Venezuela. Les cinq membres fondateurs sont joints par neuf autres membres : Qatar (1961) ; Indonésie (1962) ; Libye (1962) ; Emirats Arabes Unis (1967) ; Algérie (1969) ; Nigéria (1971) ; Equateur (1973) – adhésion suspendue entre décembre 1992 et Octobre 2007- ; Angola (2007) et Gabon (1975-1994).

nucléaire de la France de 1974). Durant cette période, l'offre est élargie aux productions venant principalement du Mexique, de l'Alaska et de la mer du Nord [2] [5].

Les années 1990 voient l'avènement des marchés financiers et de la régulation de la volatilité des prix, indexés dorénavant sur quelques types de brut (le Brent le WTI ou le Dubaï). Des bourses pétrolières se développent à cet effet. cela explique la relative stabilité des cours durant cette période (autour de 20\$ /b : dollars constants 2003), entrecoupée seulement par un pic éphémère fin 1990 - les prix font plus que doubler en l'espace de 4 mois entre août et décembre, avec une baisse totale de l'offre mondiale de 8,8% - suite à l'invasion du Koweït par l'Irak, et par une chute sévère (contre choc) en 1998 se prolongeant à février 1999, suite à la crise financière des pays d'Asie du sud-est - demande en baisse et augmentation des quotas de l'OPEP suite à une erreur d'anticipation - (moins de 10 \$ le baril du Brent fin 1998) [2] [5].

Entre 1999 et 2000 les cours du pétrole observent une hausse - les prix triplent entre décembre 1998 et novembre 2000 -, soutenus par la forte croissance mondiale et la concrétisation d'un accord de coopération entre l'OPEP et les producteurs non membres du cartel - visant à stabiliser les prix: bande de prix cibles 22 à 28 \$ le baril (panier de l'OPEP: 28.7\$ en 2000) [6] [7].

De 2001 à fin 2002, les cours du brut restent modérés, conformes à la fourchette de référence établie par l'OPEP (23.1\$ en 2001 et 24.4\$ en 2002) et ce, tout en sachant que le séisme géopolitique issu des événements du 11 septembre 2001 a poussé à une dégradation de l'environnement économique mondial - chute de 14% du cours du Brent durant la période 2000/2001 [6] [7].

Evolution récente des prix pétroliers

Les prix du pétrole contractent à partir du second semestre 2003 une poussée remarquable qui n'a pas fléchi jusqu'à nos jours (avril 2008). Hormis une décroissance intervenue dans le dernier trimestre 2006 et janvier 2007 [voir Graphique 1 p.7].

2003

La courte durée de l'invasion américaine en Irak permet dans un premier temps à juguler relativement les cours (25 \$ le baril du Brent daté en avril contre un premier trimestriel de cette année autour de 31,5 \$ le baril) liées essentiellement aux préparatifs et à l'imminence de cette invasion [voir Tableau 1 p.8]), mais une suite d'événements qui vont s'installer dans la durée : résistance irakienne, série d'attentats et sabotages autour des installations pétrolières et terminaux dans le pays, instabilité dans les pays frontaliers et Proche-Orient, fait craindre une rupture d'approvisionnement en provenance de cette région stratégique. Les prix comportent dorénavant une prime de risque. Les tensions politiques au Venezuela et sociales et ethniques au Nigeria - 2 importants producteurs de l'OPEP - y contribuent aussi.

D'autre part la force de la demande (moyenne mondiale annuelle: 79,3 Millions de barils par jour ou Mb/j, en hausse de plus de 2%) [Tableau 2] est sous-estimée : celle des Etats-Unis (hausse de 1,37 % & 25% de la consommation mondiale) alliée à celle de la Chine (croissance de 12 %) contribuent à plus de 54% de la hausse de la demande mondiale de pétrole. Suivent ensuite les pays émergents du sud-est Asiatique avec à leur tête l'Inde. L'offre arrive difficilement à suivre [voir Tableau 2 p.8] (moyenne mondiale annuelle :

79,6 Mb/j) et ce malgré une augmentation de la production Brut de l'OPEP (28,3 Mb/j dépassant le plafond officiel fixé à 24,6 Mb/j) et celle de la zone ex URSS (10,3 Mb/j). Cette demande n'est pas seulement conjoncturelle mais structurelle. Elle est appelée à s'inscrire dans la durée et fait craindre de plus en plus des indisponibilités de livraisons, contribuant ainsi à la hausse des prix.

De plus, la reprise annoncée de l'économie américaine se voit confrontée d'une part à un très fort affaiblissement du dollar par rapport aux autres devises; d'autre part, le niveau des stocks de brut est relativement bas dû à des capacités de raffinage saturées et pas remises à niveau [voir Graphique 2 p.8] créant des tensions à l'approche de l'été (forte demande sur l'essence) et en automne pour parer aux grands froids. La hausse des cours du brut est illustrée par un prix moyen annuel du Brent daté de 28,9 \$/b, en progression de 15,8%. la fourchette 22-28\$ correspond alors aux valeurs 25-32\$: le prix du panier OPEP (28.1\$) est alors conforme à l'objectif [7] [8][9] [10] [11] [12] [13]

2004

En 2004, les tensions géopolitiques s'amplifient. Les scènes du proche et Moyen-Orient sont le théâtre de violences dans le conflit Israélo-palestinien, d'insécurité et d'actes de sabotages intensifiés sur les installations et terminaux pétroliers en Irak - la production diminue de 1,8 Mb/j en avril à 1 Mb/j en août puis se reprend -, d'attentats sur des travailleurs étrangers en juin en Arabie Saoudite qui remet en cause la sécurité de ses installations. le conflit opposant la société Yukos au gouvernement fédéral russe sur fond de réappropriation de ce dernier des principaux champs pétrolifères du pays - dont le plus important en Sibérie: 1 Mb/j -, prend des dimensions internationales et l'instabilité politique au Venezuela perdure.

Mais ce qui retient l'attention c'est surtout l'offre (83,1 Mb/j) certes toujours suffisante - les quotas de l'OPEP (brut) et l'ex URSS sont réajustés à la hausse : à 30,6 Mb/j et 11,1 Mb/j respectivement - [Tableau 2] mais de plus en plus limitée et lente à répondre à l'ampleur de la demande (82,4 Mb/j): les deux baromètres de la consommation mondiale Etats-Unis et Chine accroissent la cadence (respectivement des hausses de 3,5% et 16,1%) pour une croissance mondiale de près de 4% (augmentation en moyenne de 3 Mb/j contre 0,8 Mb/j pour la période 2000-2003). cela témoigne de la faiblesse des capacités excédentaires dans les pays exportateurs mais aussi dans le secteur de raffinage dans les pays consommateurs faute d'investissements conséquents. Si bien que des organismes tels que l'AIE² livrent des rapports alarmants sur l'équation offre-demande. Ces faits ne font que raviver les craintes d'un approvisionnement insuffisant voire la pénurie du pétrole et attiser la spéculation. À ce sujet, les traders vont "fabriquer" un prix du risque pour anticiper sur des événements ultérieurs (inflation, croissance, demande pétrolière, déclarations politiques, etc.) alors que des positions spéculatives détenues à

² Agence Internationale de l'énergie (IEA en anglais) : agit en tant que conseiller de politique énergétique à 27 pays membres dans leur effort d'assurer une énergie fiable, accessible et propre pour leurs citoyens. Fondée pendant la crise pétrolière de 1973-74, le rôle initial de AIE était de coordonner des mesures en période des crises d'offre de pétrole

l'achat par les fonds d'investissement sur les marchés à terme (NYMEX³) tirent les prix à la hausse. Une relative accalmie est cependant signalée à partir de novembre; elle peut être expliquée en partie par l'accueil favorable du secteur boursier américain de l'énergie à une reconduction de la paire Bush-Cheney aux commandes de la Maison Blanche.

Les fluctuations enregistrées suivent également les tensions saisonnières et les niveaux des stocks américains [Graphique 2]. Le Brent daté dépasse le cap des 40\$/b en aout et frôle les 50\$/b en octobre, s'établissant finalement en moyenne annuelle à 38,2\$/b en progression de plus de 32% [Tableau 1]. En parallèle, la fourchette 22-28\$ correspond dorénavant à une fourchette encore plus élevée 27-35\$, le dollar poursuivant son affaiblissement: le prix moyen du panier OPEP s'établit à 36\$ évoluant largement à l'extérieur de la bande des prix cibles [7] [13] [14] [15] [16]

2005

L'envolée des prix pétroliers prend une dimension supérieure. La dépréciation persistante du dollar incite l'OPEP à revaloriser l'objectif du prix du panier en janvier: implicitement il passe à une valeur réelle de 40\$, en adéquation avec les cotations du Brent daté du début d'année [Tableau 1] Puis, par vagues successives, les cours s'enflamment.

Tout d'abord, le comportement des traders et les positions spéculatives des fonds d'investissement, établissant à partir de mi-février des records comparables à ceux de mars / avril 2004 - 70 000 contrats sur le brut, 40 000 contrats sur l'essence (un contrat étant égal à 1 000 barils) - entraînent les prix à la hausse. Le pessimisme entourant les capacités excédentaires s'amplifie et les craintes sur le risque d'un déséquilibre entre l'offre et la demande se poursuivent.

Bien que le niveau des stocks de brut et de produits raffinés dans les pays consommateurs soit plus confortable qu'en 2003 et 2004 à l'image des Etats-Unis 1^o consommateur mondial [Graphique 2], il reste faible par rapport aux valeurs observées depuis environ 15 ans. La rigueur de la fin de l'hiver 2004 aux Etats-Unis comme en Europe réduit la reconstitution saisonnière des stocks et incite l'OPEP à augmenter les quotas de 0,5 Mb/j en mars. L'avertissement à partir du printemps de l'imminence de passage d'ouragans potentiellement dévastateurs dans le golfe du Mexique fait bondir les cours du brut en juillet [Graphique 1] mais après le passage dévastateur du cyclone Katrina en aout, les indices se déchaînent : le cours du WTI finit le 30 août, à un nouveau record de clôture à New York, à 69,81 \$/b (contre un record absolu en séance à 70,85 \$/b). A Londres, le Brent enregistre un nouveau sommet historique en séance à 68,89 \$/b (record de clôture le 1er septembre, avec 67,72 \$/b). En euros, le record en clôture est atteint le 30 août avec 67,57 \$/b soit 55,47 €/b. Katrina réduit d'un dixième les capacités de raffinage des Etats-Unis -, de 20 % les capacités d'importation du terminal pétrolier de Louisiane et de 79 % la production pétrolière du Golfe du Mexique (production de 1,5 Mb/j) totalisant une perte annuelle de production de 0,4 Mb/j. Fin août, les Etats-Unis recourent aux stocks stratégiques nationaux (SPR), puis c'est au tour de l'AIE (27 membres) de faire de même début septembre - presque 60 Mb absorbés entre cette date et la fin décembre - : les cours chutent fortement suite à cela. Ainsi, l'AIE réussit à arrêter la hausse des prix par le déblocage des stocks stratégiques et défie le pouvoir de l'OPEP.

Le puissant potentiel de perturbation du géopolitique sur les flux pétroliers n'est pas en

³ The New York Mercantile Exchange, Inc. : la plus grande place d'échange à terme des produits physiques du monde et le forum marchand prépondérant pour l'énergie et les métaux

reste, particulièrement dans le deuxième semestre. la situation des pays producteurs est caractérisée par : l'incertitude sur le statut politique des provinces pétrolières du Nord de l'Irak et la dégradation du pays qui atteint son paroxysme en fin d'année lors des élections législatives - production en baisse de 10 % entre 2004 et 2005 (-0,2 Mb/j) -, des menaces récurrentes de grèves au Nigeria, une menace terroriste au Qatar, des tensions diplomatiques relatives au développement de la filière nucléaire en Iran après un changement à la tête de ce pays, l'incertitude des rapports entre l'occident et le nouveau roi de l'Arabie Saoudite, des conditions plus contraignantes pour les compagnies pétrolières internationales au Venezuela et en Russie, le contentieux énergétique Russie-Ukraine, l'annonce de la révision par le nouveau président de Bolivie de tous les contrats avec les multinationales pétrolières en décembre - affaire à suivre en 2006 -, des lenteurs dans la concrétisation du projet autorisant l'investissement des compagnies internationales pour l'augmentation de la capacité de production du Koweït.

Les 2 moteurs de la croissance de la consommation mondiale opèrent un net fléchissement (+0,34% pour les Etats-Unis et +3,1% pour la chine) et la demande mondiale s'en ressent (+1,58%) pour atteindre 83,7 Mb/j. d'autres pays en développement émergent. L'accroissement de la production totale hors OPEP est quasi nul, soit la plus faible depuis 1999 : les productions anglaise et norvégienne vont baisser chacune à cause du déclin des champs en mer du Nord et l'augmentation de la production de l'ex-URSS est seulement de 0,4 Mb/j, laissant celle de l'OPEP accroître sa suprématie sur le marché du brut (31,6 Mb/j) avec augmentation des capacités de production en Algérie et en Arabie Saoudite. Enfin, le Royaume Uni double à la fin de l'année la taxe sur les bénéfices réalisés en Mer du Nord. Le cours moyen annuel du Brent daté s'établit à 54,4\$/b en progression de 42,3% alors que le prix du panier OPEP s'établit à 50,6\$/b [5] [7] [13] [17] [18]

2006

Les fondamentaux auraient pu conduire à des prix plus modérés en 2006 : le faible accroissement de la demande permet une progression des stocks et des capacités de production disponibles au sein de l'OPEP. En effet, la demande des Etats Unis enregistre une décroissance (-0,53%) alors que celle de la Chine se revigore (+7,46%) et la demande mondiale faiblit (près de +1,1%) pour atteindre 84,6 Mb/j [Tableau 2]. Les pays en développement continuent sur leur lancée. La production totale hors OPEP redémarre timidement : la production en Mer du Nord baissant de 0,4 Mb/j (soit - 9 %) entre 2005 et 2006 et celle de l'ex URSS augmentant presque similairement qu'en 2005 (+0,5 Mb/j), et compense la décroissance de la production du brut de l'OPEP (31,4 Mb/j). celle-ci est volontaire dans l'espoir de mettre un terme au recul des prix [Tableau 1]. Les acteurs du marché se résignent à l'idée que le pétrole va rester une source énergétique limitée, qui doit donc rester chère sur le long terme.

la situation géopolitique est marquée par des événements déterminants: des amendements sur les lois d'hydrocarbures sont synonymes de nationalisme pétrolier nouveau ou renforcé pour l'Algérie, l'équateur et la Bolivie comme pour le Venezuela en 2002; La Russie concrétise la prédominance de Gazprom sur la scène locale et entre en conflit avec l'Ukraine pour la livraison de gaz; l'Iran (3,8 Mb/j) encoure des sanctions internationales en raison de son programme d'enrichissement d'uranium mais surtout une crise majeure se

profile dans la dernière semaine de mars: d'une part à cause de la décision iranienne d'ouvrir à Téhéran le 20 la première bourse pétrolière en Euros, ouverte à tous les producteurs de pétrole de la région et d'autre part à cause de la décision de la Réserve Fédérale américaine d'arrêter à partir du 23 de publier les chiffres du M3 (l'indicateur le plus fiable sur la quantité de dollars circulant dans le monde); la situation incertaine en Irak se prolonge sous la menace d'embrasement de guerre civile; Crise politique majeure au Koweït; fermeture du pipeline Prudhoe Bay en Alaska; conflit armé au Liban; regain de violence et interruptions de production au Nigeria (la production est réduite, en moyenne sur l'année, de près de 0,5 Mb/j, soit 20 % de la capacité du pays); menaces posées par la saison des ouragans. L'année 2006 voit les prix du pétrole continuer à progresser et même atteindre un record historique, le 8 août, à 78,65 \$/b. Après ce pic, et en l'absence des ouragans tant redoutés dans le Golfe du Mexique, les prix perdent près de 25 % en deux mois. L'OPEP réussit au quatrième trimestre, à défendre le seuil des 60 \$/b, comme prix minimum (prix du panier : 61,1\$/b).

Les fluctuations de prix sont comme à l'accoutumée interdépendantes des mouvements saisonniers et des niveaux de stock du brut aux Etats-Unis [**Graphique 2**] : ainsi l'année se termine par une baisse record de 50 Mb des stocks commerciaux de pétrole et de produits pétroliers entre le 6 octobre et le 29 décembre. Il semble que la baisse des prix constatée en octobre et novembre ait influencé la demande. Après un premier semestre orienté à la hausse, les cotations internationales de produits pétroliers à Rotterdam qui ont alors établi de nouveaux records, ont fortement baissé en août-septembre pour retrouver en fin d'année des niveaux proches de ceux de l'année précédente (+ 3,5 % pour l'essence, + 4 % pour le gazole, + 2,6 % pour le fioul domestique). Divers facteurs se sont conjugués en cette fin d'été pour permettre cette baisse : la fin de la « période des déplacements » sans que des problèmes d'approvisionnement ne soient apparus, la forte activité des raffineries qui a permis une nette reconstitution des stocks américains qui étaient alors supérieurs aux niveaux des 5 années précédentes, ainsi que l'absence d'ouragans dans le Golfe du Mexique. Enfin, avec une moyenne en 2006 de 65,14 \$/b pour le Brent daté les cours du brut progressent de près de 20 % inférieur au bond constaté en 2005 [13] [19] [20] [21].

2007

La décroissance volontaire de la quote-part de l'OPEP se poursuit en 2007 (31 Mb/j) pour les mêmes raisons évoquées précédemment. Son pouvoir de marché est renforcé avec l'adhésion de l'Angola (+ 0,3 Mb/j) début janvier - 2^o producteur de pétrole de l'Afrique sub-saharienne (2 Mb/j) derrière le Nigeria - et s'assure que l'augmentation de l'offre non-OPEP (moins de 1 Mb/j) ne couvre pas, à elle seule, l'augmentation de la demande mondiale (+1,2 Mb/j). 2007 est le signe d'une demande qui reprend de la vigueur (estimation non corrigée de 85,8 Mb/j en progression de 1,42%). La demande des Etats-Unis est insignifiante (+0,1 Mb/j) - la part de ses importations provenant des membres de l'OPEP augmente (+21%) -, alors que celle de la Chine augmente (+5,6 %) du fait de pénuries de carburants. Depuis 2003, c'est la Chine et les pays en développement & émergents qui réalisent la meilleurs scores en intensification d'énergie (respectivement +0,4 Mb/j et +0,9 Mb/j) [**Tableau 2**]. L'Asie supplante en consommation l'Europe-

OCDE⁴ (16,7 Mb/j contre 15,35 Mb/j). L'accélération de la demande face à une offre de plus en plus limitée et même insuffisante (estimation non corrigée de 84,8 Mb/j avec un déficit offre/demande de -1 Mb/j), fait augmenter les tensions sur le marché.

La situation géopolitique est non moins tendue que celle de 2006 : relative amélioration du contexte sécuritaire en Irak (réduction des sabotages et de contrebande d'oléoducs) et controverses sur une loi qui ouvre l'aval aux investisseurs étrangers, tensions persistantes au Nigeria sous forme de sabotage et d'enlèvement dans le Delta du Niger (réduction de 20% de la production), adoption de sanctions contre l'Iran à cause de son programme nucléaire mais accalmie en fin d'année, l'Iran cesse la vente de son pétrole en dollars et tente de persuader les autres membres de l'OPEP de se tourner vers d'autres monnaies dont l'euro, le Venezuela parachève en juin la nationalisation de sa riche région pétrolière (brut non conventionnel) de l'Orénoque. L'OPEP tient un sommet de chefs d'Etat et de gouvernement les 17 et 18 novembre 2008 dans lequel l'Iran souhaite utiliser l'arme du pétrole en cas de conflit et le Venezuela propose d'établir l'OPEP " comme un agent géopolitique actif ". Il est décidé une lutte face aux perturbations inopinées des prix du pétrole et un ambitieux programme d'investissement pour augmenter la production à moyen terme, en particulier pour répondre à la demande croissante du continent asiatique : 150 milliards de dollars sur les cinq ans à venir pour 120 projets, devant permettre d'ajouter plus de 5 Mb/j sur le marché.

L'année 2007 a été une année de très forte hausse, continue dans le temps en comparaison avec 2006 qui elle est marquée par une hausse au cours du premier semestre puis une forte baisse entre août et septembre. Cette hausse atteint des records en novembre [**Graphique 1**]. En effet, les cotations internationales, libellées en dollars, ont poursuivi la hausse constatée lors des années précédentes à un rythme cependant moins soutenu qu'en 2006. La moyenne annuelle des cotations est ainsi plus élevée de 13,1 % pour l'essence, 10,2 % pour le gazole et 9,2 % pour le fioul domestique par rapport à 2006, contre des hausses de 12 à 17 % l'année précédente. Toutefois, le fait marquant de l'année tient à l'appréciation continue des cotations au cours de l'année, puisqu'elles ont gagné environ 60 % en dollars. Ce que laisse apparaître les moyennes annuelles: 72,45 \$/b pour le Brent daté indiquant d'une progression de 11,2 % et soulignant la tendance décroissante des bords depuis celui de 2005. Le prix du panier OPEP s'établit lui à 69,1 \$/b.

Outre une croissance économique entraînant une augmentation de la demande, la forte progression des cours du pétrole en dollars et leur maintien à un niveau élevé peuvent aussi s'expliquer par plusieurs autres raisons : une augmentation modérée de la production des pays non OPEP (+0,5 Mb/j), l'impact des décisions de réduction de production de l'OPEP (-0,4 Mb/j), la faiblesse des capacités de production inutilisées de l'OPEP (2,2 Mb/j en décembre 2007 dont 80% pour l'Arabie Saoudite), le bas niveau des stocks pétroliers de l'OCDE (51 jours de consommation en décembre 2007), les goulots d'étranglements dans le raffinage au niveau mondial, L'année se termine par une série d'événements aux Etats-Unis : promulgation en décembre d'une loi sur les économies de carburant et l'augmentation de la production d'éthanol et baisse des stocks commerciaux au niveau le plus bas observé lors des cinq dernières années. Ces statistiques donnent le

⁴ Organisation de Coopération et de Développement Economiques fondée par convention en décembre 1960, formée par 30 pays membres issus de l'Amérique du nord (dont les Etats-Unis), l'Europe de l'ouest (dont zone euro) et du Pacifique.

plus souvent la tendance du marché. Les stocks commerciaux de l'ensemble des pays de l'OCDE terminent également l'année en dessous du niveau le plus bas des cinq dernières années, ne couvrant que 52 jours de consommation. Les craintes sur la sécurité d'approvisionnement croissent [13] [22] [23]

2008 (Prévisions & Perspectives)

Les principes fondamentaux au niveau mondial quant à l'offre et la demande de pétrole brut et de produits pétroliers ne semblent pas justifier les prix actuels supérieurs à 100 \$ [1], pour un prix du Brent daté sur le premier trimestriel s'établissant à 95,0 \$/b. Le fléchissement du dollar américain - depuis un certain temps maintenant - a grandement contribué à la flambée des prix constatée en février et mars, en guidant la spéculation des investisseurs dotés de monnaies plus cotées. Au mois de février, le cours du pétrole du Brent a augmenté, atteignant 95,2 \$ le baril en moyenne (+3,3 % par rapport au mois de janvier). En euros, le prix du baril a progressé d'autant, à 64,5 € le baril (+3,2 %), du fait d'une quasi-stabilité de la monnaie européenne vis-à-vis du dollar américain (+0,2 %) [28].

Les prix continuent d'être volatils et les tensions géopolitiques incessantes sont pointées du doigt à cet égard : persistance d'actes de sabotages au Nigeria, tensions en Amérique du sud, conflit Israélo-palestinien, dossier iranien, etc. La demande mondiale prévue pour 2008 est susceptible d'augmenter de 1.2 Mb/j atteignant les 87.0 Mb/j [Tableau 2]. Presque tous les analystes s'accordent à dire que l'offre sur le marché est suffisante afin de répondre à la demande comme ils continuent de voir l'économie des États-Unis le plus important facteur d'influence sur les prix du brut à court terme. La prévision que ce pays se dirige vers une récession entraînerait le prix du brut vers le bas.

La demande mondiale est soutenue en grande partie par les pays du non-OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques). L'hiver relativement doux n'a pas motivé la consommation des pays de l'OCDE. La demande réelle de pétrole brut physique semble ralentir sous l'effet de la hausse des prix et de la crainte d'une récession économique, en particulier aux États-Unis, alors que les placements dans les valeurs pétrolières sont en croissance. Les produits de base, dont le pétrole, étant perçus par bien d'investisseurs comme offrant une protection contre l'inflation et le recul de la valeur du dollar américain. Ceci peut contribuer à son tour à un nouveau relèvement des prix du pétrole brut

Le total des stocks de pétrole brut et de produits pétroliers sur les grands marchés est actuellement autour du point médian de la fourchette de la moyenne établie sur cinq ans et il devrait continuer de croître au cours des mois à venir. Les prix beaucoup plus élevés pour les produits pétroliers depuis un an semblent maintenant avoir une incidence importante sur la demande des consommateurs, surtout aux États-Unis où les stocks d'essence n'ont jamais été aussi élevés depuis 15 ans. Par conséquent, nombreux sont les raffineurs américains qui produisent moins d'essence en raison des faibles marges bénéficiaires. Au-delà des conséquences que les prix plus élevés semblent avoir sur les consommateurs, le deuxième trimestre est habituellement celui où la demande est la plus faible au cours de l'année puisque les besoins en chauffage s'amenuisent et que la demande en essence diminue.

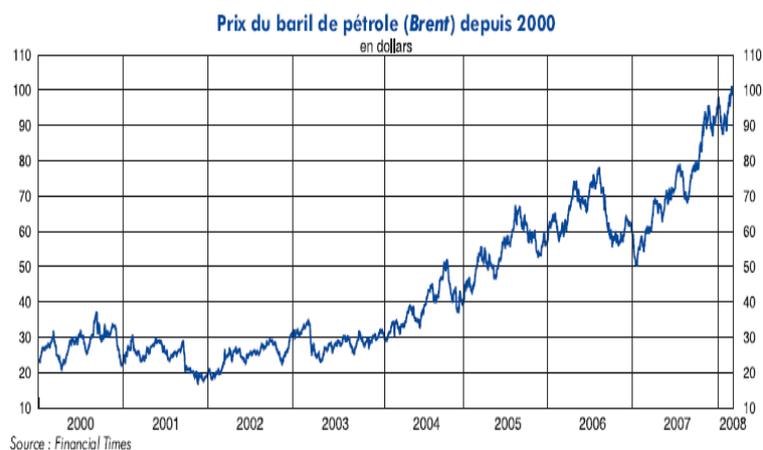
Compte tenu des conditions qui prévalent, il est très difficile de prédire à quoi

Sonia KORSO & Mohamed BENBOUZIANE

ressemblera le marché international du pétrole brut. D'une part, les facteurs fondamentaux propres à l'offre et à la demande militent en faveur d'une importante baisse des prix au cours des quelques mois à venir. D'autre part, bien des analystes soutiennent qu'un accroissement de la participation des milieux financiers dans le marché pétrolier pourrait pousser les prix encore plus haut pendant la période visée.

En plus des raisons qui ont été citées précédemment, la hausse des cours du pétrole brut est sujette à d'autres considérations tout aussi importantes et qui apparaissent moins conjoncturelles :

- Tarissement des réserves et notion de pic pétrolier.
- Rigidité de l'offre : difficulté d'exploitation des nouveaux gisements (Brut non conventionnel) et investissements à technologie lourde et coûteuse
- Réservation accrue des capacités de raffinage à la production de l'essence (marges plus intéressantes) au détriment des autres carburants (diesel, mazout et kérosène).
- Hausse des tarifs et inadéquation grandissante des supertankers ajoutée à une non-sécurisation des parcours maritimes.
- Tensions géopolitiques grandissantes entre producteurs et consommateurs
- Cout important des énergies alternatives et reconversion retardée

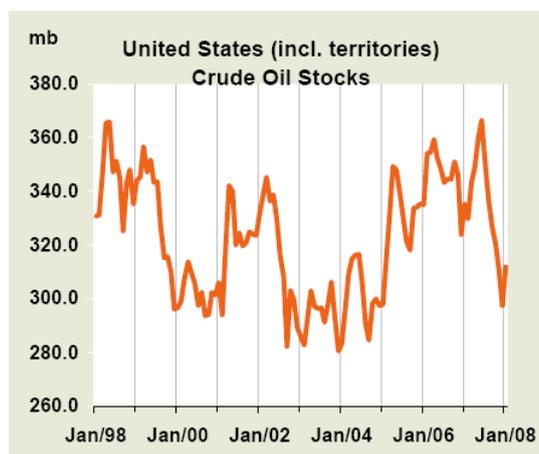


Graphique 1 : Prix du Baril du Brent (en \$)
Période [2000-début 2008].
Source : Financial Times

	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>
Janvier	19,42	31,18	31,28	44,51	62,99	53,63	91,99
Février	20,28	32,77	30,86	45,48	60,21	57,52	95,05
Mars	23,61	30,61	33,63	53,17	62,06	62,05	
Avril	25,73	25,00	33,48	51,88	70,26	67,49	
Mai	25,37	25,97	37,73	48,54	69,64	67,32	
Juin	24,08	27,65	35,18	54,35	68,56	71,05	
Juillet	25,74	28,35	38,22	57,52	73,67	76,82	
Aout	26,61	29,88	42,84	63,95	73,23	70,76	
Septembre	28,40	27,11	43,20	62,91	61,96	76,97	
Octobre	27,54	29,61	49,78	58,49	57,81	82,34	
Novembre	24,34	28,75	43,11	55,24	58,76	92,51	
Décembre	28,33	29,81	39,57	56,87	62,47	90,93	
Annuel	24,95	28,89	38,24	54,41	65,14	72,45	93,52

Tableau 1 : Historique des Cours du Brent daté [2002-début 2008], en dollar par baril.

Source : DIREM



Graphique 2 : Evolution des Stocks de Pétrole Brut aux Etats-Unis (en millions de barils) durant 10 ans janvier 1998 - janvier 2008.

Source : AIE

	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007*</u>	<u>2008**</u>
<u>Demande(Mb/j)</u>							
Etats-Unis	19,76	20,03	20,73	20,80	20,69	20,79	20,65
Pays en Développement	20,3	20,6	21,8	22,6	23,3	24,2	24,8
Chine	5,0	5,6	6,5	6,7	7,2	7,6	8,0
Demande Mondiale Totale	77,8	79,3	82,4	83,7	84,6	85,8	87,0
<u>Offre (Mb/j)</u>							
Ex-URSS	9,3	10,3	11,1	11,5	12,0	12,5	12,9
Offre Totale non-OPEP	48,1	47,7	48,5	48,5	48,9	49,4	50,3
Production OPEP de Pétrole Brut	25,4	28,3	30,6	31,6	31,4	31,0	32,1 (1° T)
Offre Totale	77,0	79,6	83,1	84,2	84,4	84,8	86,8 (1°T)

Tableau 2 : Bilan Demande/Offre Mondiale Pétrolière

Période [2002-2008]

**: prévisions*: non corrigé

Source : AIE & OPEP

III. Impact & Effets sur l'Economie Mondiale

En règle générale, l'augmentation des cours pétroliers constitue une menace sérieuse pour la croissance de l'économie mondiale. Ses répercussions sont conditionnées par une durée de choc et un degré d'intensité pétrolière spécifique à chaque économie. La hausse des cours du pétrole représente une manne pour les pays producteurs, et à l'opposé constitue plutôt un problème majeur pour les pays importateurs, essentiellement les pays pauvres. En effet, pour les pays exportateurs de pétrole, les gains seraient équivalents à un doublement en valeurs courantes, entre 2000 et 2005.

Pour les pays importateurs, le poids de la facture pétrolière dépasse les 10% du PIB (Produit Intérieur Brut), alors qu'il oscille autour de 2% dans les pays non producteurs membres de l'OCDE [29]. Cela a des impacts négatifs sur la balance des paiements, l'inflation, l'emploi, la croissance, les investissements, le service de la dette, le niveau de vie des populations, etc. suivant les mécanismes de transmission suivants:

La hausse du prix du pétrole entraîne :

1. Une augmentation du coût des consommations intermédiaires suivie d'un ralentissement de la production et de la productivité.
2. Un transfert de richesses entre les pays importateurs nets et les pays exportateurs nets de pétrole.
3. Une hausse de l'inflation, suivie éventuellement d'effets de second tour liés à l'ajustement des salaires.
4. Une baisse de la consommation de biens durables et de l'investissement, car l'environnement économique est incertain.

Mais nous avons trois explications concurrentes à l'affaiblissement des effets du prix du pétrole

1. Les variations du prix du pétrole ont un effet asymétrique.
2. Rupture de la relation entre le PIB et le prix du pétrole.
3. Les effets des variations du prix du pétrole dépendent du cycle conjoncturel.

Les pays exportateurs bénéficient de la hausse du prix de vente de leur production pétrolière, ce qui se traduit par une amélioration du rendement de leurs activités dans l'industrie pétrolière, par des entrées supplémentaires de devises étrangères (les pétrodollars) et une hausse des recettes fiscales. Il s'ensuit une augmentation de la demande et des importations de la part des pays exportateurs de pétrole et qui bénéficie au reste du monde.

Concernant les pays membres de l'OPEP, la valeur de leurs exportations a plus que triplé en 2002, juste avant l'invasion de l'Irak par les troupes américaines en passant de 255,6 milliards de dollars en 2003 à 649,5 milliards de dollars en 2006. Ce chiffre d'affaires est six fois plus élevé en 2007 qu'en 1998 : 676 milliards de dollars (500 milliards d'euros), contre 110 milliards. En 2008, selon les prévisions les plus sérieuses, la même OPEP devrait engranger plus de 900 milliards de dollars. En ce qui concerne tout particulièrement les pays arabes, leurs revenus pétroliers ont pratiquement quintuplé, en dollars courants 2006, en bondissant de 109,5 milliards de dollars en 1999 à 472 milliards de dollars en 2006. Un total de 675 milliards de dollars est attendu en 2007 selon le gouvernement américain. Les autres pays NON-OPEP comme la Russie et la Norvège ont eux aussi bénéficié de cette hausse des prix du pétrole et du gaz naturel qu'ils exportent. De 1998 à 2007, les ventes russes de pétrole et de gaz ont quadruplé. [30]

Ce gonflement de revenus a conduit à une remarquable aisance financière qui s'est traduite pour les pays exportateurs de pétrole, par d'importants excédents de leurs balances de paiements, le désendettement, le lancement de projets et l'accumulation d'énormes réserves de change.

Les économies importatrices nettes de pétrole et celles qui n'ont pas accès aux technologies permettant de substituer le pétrole sont susceptibles d'être les plus touchées: c'est le cas des économies émergentes d'Asie ayant une forte demande énergétique et une efficacité énergétique encore faible. Toutefois, le comportement récent de l'économie mondiale indique que les conséquences des prix élevés sont beaucoup moins importantes que lors des chocs pétroliers des années 1970: les pays de l'OCDE se sont préparés depuis les années 1980 à y faire face, exemple de la France qui a réduit sa dépendance en pétrole de 50% avec le choix du nucléaire.

Pour les pays importateurs de pétrole, l'augmentation des prix de cette matière déprime

l'activité en affectant les ménages et les entreprises. En premier lieu, le renchérissement de la facture énergétique se transmet à l'ensemble de l'économie. Les ménages dont le pouvoir d'achat est amputé par le renchérissement des produits pétroliers diminuent leur consommation. Les entreprises voient leurs coûts de production augmenter et leur rentabilité baisser. Elles peuvent alors choisir de limiter leur offre même si la demande ne fléchit pas. La diminution de l'offre et de la demande conduit à une diminution de l'activité.

Aussi, la hausse des prix pétroliers a un effet direct sur l'inflation des pays importateurs, qui se traduit en une baisse immédiate du pouvoir d'achat des revenus des ménages et un ralentissement de leur consommation [voir **Graphique 3** p.12]: les producteurs transmettent à leurs clients la hausse des coûts en relevant les prix de vente; les salariés peuvent exiger une augmentation compensatoire des rémunérations. Une spirale inflationniste voit ainsi le jour: les prix montent à cause du pétrole, les salaires montent à cause des prix, les prix montent à cause des salaires, les salaires montent à nouveau à cause des prix, etc. [24]

Si les difficultés des entreprises à répercuter la hausse des coûts de production sur leurs prix de vente peuvent modérer l'impact inflationniste, une contraction des profits risque de retarder les décisions d'investissements et les embauches, affectant à terme le potentiel de la croissance économique.

La banque centrale se voit alors contrainte de réagir en augmentant ses taux d'intérêt. Le durcissement de la politique monétaire s'ajoute alors à l'effet récessif du choc pétrolier.

L'augmentation des prix du brut a aussi un effet psychologique, affectant la confiance des consommateurs et des entreprises. Face à l'incertitude, les salariés ont tendance à différer leurs achats pour constituer une épargne de précaution.

Les pays importateurs de pétrole voient le déficit de leurs échanges énergétiques se creuser. En plus, la hausse du brut représente un immense transfert de pouvoir d'achat des pays consommateurs vers les pays producteurs de pétrole. Or, la propension à dépenser des pays producteurs est plus faible que celle des pays consommateurs. Il en résulte un ralentissement de la demande mondiale. [30]

Depuis 2003, l'impact de la hausse des cours du pétrole brut sur l'économie mondiale a été en grande partie façonné par l'attitude de deux pays qui sont les Etats-Unis et la Chine. Ce sont dans l'ordre, les deux principales économies qui tirent la croissance mondiale et ce sont aussi les plus dépendantes du facteur pétrolier. En 2003, ces deux pays ont contribué pour plus de la moitié à la croissance mondiale (52 % en termes de parité de pouvoir d'achat) et pour près de 24 % à la croissance des importations mondiales. Elles occupent également la première et la deuxième place mondiale en tant que consommateur de pétrole. Leur taux de dépendance pétrolière s'élève alors à respectivement à 60 % et à 40 %. Ils ont contribué aux deux tiers de la hausse de la demande mondiale de pétrole en 2003 (environ 1,6 Mb/j). En termes d'intensité énergétique, les Etats-Unis caracolent en tête des pays industrialisés malgré une baisse depuis le premier choc pétrolier. La quantité d'équivalent pétrole nécessaire à la production d'un dollar de PIB y est une fois et demie plus élevée qu'en Europe et presque trois fois plus élevée qu'au Japon. Leur facture pétrolière est passée de 103 milliards de dollars en 2002 à 133 milliards en 2003. Pour sa part, la Chine se place au premier rang des économies les plus intensives en énergie au niveau mondial. Cette dépendance

pétrolière est aussi un facteur de vulnérabilité à la hausse des prix et cela se répercute sur l'équilibre de la croissance de l'économie mondiale. Les importations en pétrole brut de ces deux pays se sont intensifiées dans les années suivantes [Tableau 2] traduisant une dépendance de plus en plus importante vis à vis de l'or noir qui ne risque pas de s'estomper de sitôt. [25]

La nouvelle flambée des prix du pétrole a été paradoxalement accompagnée d'un accroissement exceptionnel des échanges pétroliers internationaux qui ont été de l'ordre de 21,7% par exemple dans la période 2003-2006, les principaux indicateurs économiques ont été positifs. A commencer par les taux de croissance du PIB (en variation annuelle en %) [voir Tableau 3 p.12] : les indications mondiales n'ont pas ralenti comme on pouvait le craindre, mais ont progressé au niveau mondial durant l'intervalle [2003-2007] avec décélération prévue en 2008. La Zone Euro a subi deux décélérations en 2005 et 2007 avant celle prévue en 2008. les Etats-Unis subissent une décélération continue depuis 2005 voire assez prononcée pour 2008 (récession). les deux tendances qui sont en phase avec la tendance à l'échelle mondiale restent celles de la Chine et des pays en développement émergents (décélération en 2005) [26].

Les effets des prix nominaux plus élevés ont été atténués par les progrès accomplis pour baisser l'intensité de la consommation énergétique, ce qui veut dire que les prix plus élevés n'ont pas ralenti la croissance économique comme ce fut le cas dans les années 1970 et au début des années 1980 [voir Tableau 4 p.12].

Le Tableau 4 montre que les effets de l'augmentation moyenne du prix du pétrole en 2004 (41,45 \$US le baril) sur la balance commerciale des pays développés étaient estimés à 0,3 % du PIB, soit moins du 1/10 de l'effet moyen attribuable aux deux flambées des prix du pétrole des années 1970. Des améliorations importantes dans l'intensité de la consommation énergétique dans les pays développés ont empêché l'économie mondiale de tomber dans une récession comparable à celles qui avaient sévi précédemment lors de la montée du prix du pétrole. Cependant, les effets se font plus sentir dans les marchés émergents qui font face à des pressions financières extérieures et qui ne peuvent peut-être plus protéger leurs économies par des subventions aux prix.

Tout aussi positif dans ce contexte de forte croissance est le contrôle de l'inflation. Dans les pays industrialisés importateurs de pétrole, l'accroissement des prix à la consommation s'est limité à 2,3% en 2005 et 2006, et il est prévu qu'il tomberait à 2 ou 2,1% en 2007-2008, soit grosso modo les niveaux enregistrés au cours des années qui ont précédé la dernière flambée des prix de l'énergie. La même observation est valable pour les pays émergents où l'inflation continue à osciller aux alentours de 5-6%.

L'économie mondiale est mieux protégée des effets de la hausse des prix du brut que par le passé. L'intensité de consommation du pétrole (consommation de pétrole par unité de production) a chuté de moitié dans les pays avancés et du tiers dans les pays émergents. La croissance mondiale est restée dynamique en 2007 alors même que les prix du pétrole ont continué à augmenter. Certes, les taux de croissance de 2007 par rapport à ceux de 2006 ont baissé, mais pas dans les proportions estimées par les modèles macroéconomiques. Jusqu'à présent, la hausse des prix du pétrole apparaît donc comme un simple transfert de revenus entre les pays consommateurs et les pays producteurs, sans

mpact global, et sans choc négatif sur la croissance globale.

Observons à présent l'impact de la hausse des prix du brut sur deux zones économiques essentielles à savoir la zone dollar (Etats-Unis) et la zone euro.

Les Etats-Unis qui disposent d'une production nationale couvrant 40 % de leurs besoins devraient être moins exposés à un gonflement de leur facture pétrolière que la zone Euro et le Japon.

L'intensité pétrolière est presque 60 % plus élevée aux Etats-Unis que dans la zone Euro ou au Japon. [31]

L'impact sur l'économie américaine s'accompagne de:

- Hausse des prix de l'essence agissant comme une taxe sur la croissance du PIB: une consommation domestique et industrielle de l'ordre de près de 20 millions de barils/ jour + une augmentation de 10 \$ US / baril équivaut à une taxe de 70 G \$ US sur l'ensemble de l'année pour l'économie.
- ralentissement en douceur enregistré depuis le milieu de l'année 2005 entraîné par le retournement de l'immobilier.
- Frein à la croissance du PIB (une augmentation de 50 % de prix du pétrole par rapport à un scénario de base: 45 \$ US au lieu de 30 \$ US diminue le PIB de 0,5 à 1 %).
- Augmentation de l'inflation totale.
- Récession économique, crises de liquidité et de crédits qui ont une répercussion sur la stabilité économique et financière des principales économies de la planète.
- Détérioration du marché de l'emploi.
- Frein dans les investissements des entreprises.

Cependant, en proportion de l'économie, la consommation du pétrole a pratiquement diminué de 50 % depuis le début des années 1980. Ainsi, l'impact actuel est inférieur aux impacts des chocs des années 1970 et 1980 [10] [14].

La zone Euro consomme 5% de moins de pétrole que le Japon, et surtout 35 % de moins que les Etats-Unis. Structurellement, elle est moins exposée à une hausse des prix du pétrole.

L'impact sur la zone Euro est caractérisé essentiellement par :

- Une appréciation de l'euro depuis 2002 [voir **Tableau 5** p.12] qui a réduit de moitié la hausse des prix du pétrole pour les acteurs économiques [27].
- Une diminution de la dépendance de l'économie au pétrole depuis les années 1980.
- Une fiscalité élevée appliquée aux produits dérivés du pétrole amortissant la hausse des prix de ces produits.
- Une concurrence accrue sur le marché du travail et sur le marché des produits réduisant le risque de spirale inflationniste.

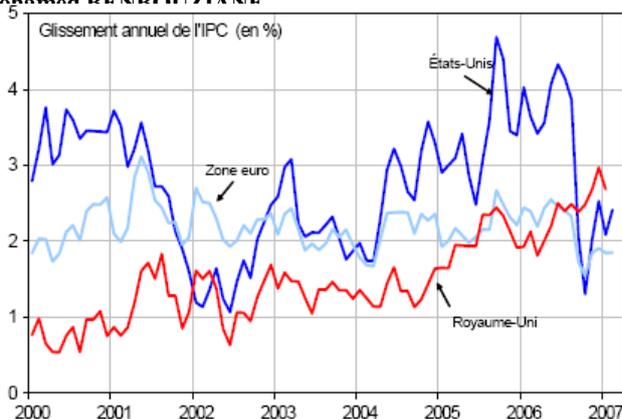
Enfin, jusqu'à maintenant, l'explosion des prix du pétrole n'a pas trop pesé sur l'économie mondiale, car les grands pays industrialisés sont beaucoup moins dépendants du pétrole qu'ils ne l'étaient lors des chocs pétroliers des années 70 et 80.

Les impacts des hausses de prix du pétrole varieront d'un pays à l'autre. En tenant en compte des mouvements de taux de change, les hausses de prix ne sont pas les mêmes partout dans le monde. La conjoncture économique différente entre les pays influence aussi les conséquences attribuables aux prix élevés du pétrole. Aux Etats-Unis, les consommateurs américains sont déjà touchés par la crise hypothécaire et par un resserrement du crédit. Les prix de l'énergie élevés pourraient être la goutte qui fait déborder le vase.

Néanmoins, la hausse des prix du pétrole n'est pas une fatalité et puisque les incertitudes sont grandes sur la possibilité de l'offre à satisfaire la demande, il convient de jouer sur la demande. Les pouvoirs publics peuvent donc exercer une réelle influence à travers une politique volontaire de diminution de la consommation de pétrole.

Les incertitudes pour 2008 restent importantes, notamment parce que l'impact de la crise financière et des premiers signes de récession aux Etats-Unis sur l'économie mondiale sont encore difficiles à évaluer.

Sonia KORSO & Mohamed RENOUZIANE



Graphique 3 : Evolution de l'inflation [2000-2007] pour la zone euro, les Etats-Unis et le Royaume-Uni

Source : DataInsight

<i>Pays/Entité</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>2007</i>	<i>2008*</i>
Zone Euro	0.905	0.782	2.082	1.596	2.755	2.591	1.429
Etats-Unis	1.599	2.510	3.637	3.070	2.871	2.189	0.517
Chine	9.100	10.000	10.100	10.400	11.100	11.400	9.272
Pays en Dvpt & Emergents	4.732	6.198	7.508	7.060	7.765	7.869	6.705
Monde	2.809	3.598	4.941	4.429	5.019	4.940	3.734

Tableau 3 : variation annuelle du PIB (en %) de quatre entités économiques représentatives + monde [2002-2008] * : prévisions

Source : FMI (Fond Monétaire International)

Années	Milliards de \$ US	% du PIB
1973-1974	88	2,6
1979-1980	232	3,7
1989-1990	38	0,2
1999-2000	96	0,4
2003-2004	97	0,3

Tableau 4 : Effets de l'augmentation du prix nominal du pétrole sur la croissance économique

Source : FMI (Fond Monétaire International)

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*	Mars 2008
0,883	1,062	1,261	1,311	1,210	1,299	1,471	1,549

Tableau 5 : Evolution des Cours dollar/euro
[2002-mars 2008]

* : prévisions

Source : DGEMP - DIREM

IV. Conclusion

A la lumière des tendances actuelles du marché pétrolier, faisant état d'un accroissement de la demande mondiale en pétrole brut et d'un ralentissement voire limitation de l'offre proposée par les producteurs, deux considérations s'imposent : d'une part il est incontestable que le pétrole reste, et restera pour plusieurs décennies encore, un produit vital pour l'économie moderne ; et d'autre part les craintes d'un tarissement sinon la disparition de cette précieuse matière restent fondées : les réserves de pétrole prouvées représentent au moins 35 années de consommation au rythme actuel.

L'équilibre offre-demande est précaire et peut basculer facilement d'une situation d'excédent à une situation de pénurie. Même si la consommation des pays dits de l'OCDE - dont fait partie les Etats-Unis, les pays de la zone euro et le Japon, grandes puissances économiques mondiales - s'est stabilisée ces dernières années, l'accroissement de la consommation de l'or noir est compensé par celles de la Chine et des pays en développement émergents (d'Asie, mais aussi d'Amérique Latine d'Afrique et même du Moyen-Orient). Cet accroissement est une des raisons essentielles à la hausse continue des prix enregistrée.

Dans ce contexte marqué par des besoins de plus en plus grands pour une ressource qui risque de devenir de plus en plus rare, le principal danger qui menace la sécurité des approvisionnements réside dans la concurrence et le risque de conflits entre les principaux consommateurs. Les Etats-Unis, les grands pays européens, la Chine, le Japon et, depuis peu, l'Inde et la Malaisie, se sont ainsi engagés dans une nouvelle course pour le pétrole afin de prendre pied dans les pays détenteurs de réserves et contrôler les routes terrestres et maritimes qui relient les centres de production aux grandes zones de consommation. A en juger actuellement par les manœuvres pour faire aboutir le projet du nouvel oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) qui contournera la Russie ou bien les efforts énormes et la stratégie déployés par la Chine pour sécuriser ses approvisionnements. Il arrive que la manifestation de ces pratiques soit plus radicale : l'exemple le plus emblématique en est évidemment la dernière guerre d'Irak de mars 2003.

Dans ce même contexte, la sécurité des approvisionnements passe plutôt par conforter voire renforcer la stabilité à la fois politique, économique et technologique des pays producteurs-exportateurs. Dans cet ordre d'idées, et malgré des perturbations géopolitiques, majeures pour certains d'entre eux et des insuffisances d'ordre technique ou bien technologique, l'OPEP, voit depuis 2003, croître régulièrement sa part dans la production mondiale ainsi que sa puissance de marché, ses pays membres (anciens et récents) disposant de l'essentiel des réserves, des possibilités d'accroissement de la production et des capacités disponibles mobilisables rapidement. Le prix du panier courant 2008 atteint le seuil des 94\$/b soit un accroissement phénoménal de + 233% par rapport à 2003. Et tout événement susceptible de ralentir la production, l'acheminement ou le raffinage est pris en compte dans les prix.

Malgré les incidences négatives sur la croissance économique mondiale telles que décrites par les principaux modèles de prévision, où la simple mise en perspective de l'offre et de la demande est soumise à trop d'hypothèses fragiles et trop d'incertitudes pour permettre une modélisation fiable des prix du pétrole ; force est de constater que l'activité mondiale a jusqu'ici plus ou moins bien résisté à la flambée des cours de l'or noir. La modération des taux de croissance du PIB mondial est toujours demeurée en effet largement en deçà des proportions estimées par les modèles macroéconomiques

dans la période considérée dans notre étude [2003- 2008]. Le principe de simple transfert de revenus entre pays consommateurs et pays producteurs, n'induisant qu'un effet limité sur la croissance globale est d'autant plus conforté dans le contexte de la hausse des prix du pétrole.

Plusieurs facteurs expliquent la particularité de la phase actuelle de cette hausse. Il s'agit en particulier de la conduite de politiques monétaires crédibles permettant un meilleur ciblage de l'inflation, des progrès enregistrés en matière d'efficacité énergétique et de la tertiarisation accrue des économies. La globalisation financière permet par ailleurs un meilleur recyclage des excédents pétroliers, ce qui facilite en conséquence le financement des déficits courants dus à la hausse des prix du brut.

V. Bibliographie

- [1] : The Wall Street Journal
- [2] : documentation de l'IFP (l'Institut Français du Pétrole)
- [3] : INSEE, Analyse et Conjoncture Economiques *Vol 2 N° 4* du 30 aout 2004
- [4] : INSEE, Conjoncture n°73 du 11 mars 2008
- [5] : Rapport d'Information n°105 du Sénat Français 2005/2006
- [6] : Documentation OPEP online www.opec.org
- [7] : Communiqués de presse IFP du 30 Mars 2005
- [8] : Energy Specials *Recherche Economique – Matières premières* du 02 février 2004 (Revue de la banque française Société Générale)
- [9] Point de Vue Economique* de 12 février 2003
- [10] Point de Vue Economique du 28 mai 2004
- [11] INTERNATIONAL ENERGY AGENCY (IEA) - MONTHLY OIL MARKET REPORT du 13 décembre 2005
- [12] OPEC Bulletin Nov-déc 2005
- [13] OPEC Monthly Oil Market Report avril 2008
- [14] Point de Vue Economique du 26 aout 2004
- [15] Point de Vue Economique du 21 octobre 2004
- [16] IEA - MONTHLY OIL MARKET REPORT du 13 décembre 2006
- [17] IEA -MONTHLY OIL MARKET REPORT du 14 décembre 2007
- [18] Les marchés pétroliers et gaziers mondiaux en 2005. Source : DGEMP-DIREM (France)
- [19] IEA - MONTHLY OIL MARKET REPORT du 11 mars 2008
- [20] Les marchés pétroliers et gaziers mondiaux en 2006. Source : DGEMP-DIREM (France)
- [21] BP - Statistical Review of World Energy 2007
- [22] Les marchés pétroliers et gaziers mondiaux en 2007. Source : DGEMP-DIREM (France)
- [23] IEA - MONTHLY OIL MARKET REPORT du 11 mars 2008
- [24] Point de Vue Economique du 03 janvier 2008
- [25] Journal Les Echos du 25 mai 2004
- [26] FMI *World Economic Outlook Database* Avril 2008
- [27] Rapport de la Fondation Robert Schuman *Question d'Europe n°85* du 7 janvier 2008
- [28] INSEE, Conjoncture n°73 du 11 mars 2008
- [29] Ministère des finances et des privatisations, Direction des Etudes et des prévisions Financières, Janvier 2006.
- [30] www.cartografareilpresente.org/article221.html.
- [31] Revue de l'OFCE n°91 octobre 2004.

* : La Revue Point de Vue Economique, est éditée par le groupe financier canadien Desjardins (site web : www.desjardins.com)